

Un comité de l'UE recommande aux Etats de demander à Israël de payer pour les projets détruits en Cisjordanie

9 novembre 2016



Les diplomates européens ont consacré une nouvelle résolution non contraignante à l'absence de progrès dans les négociations entre Israël et l'UE sur la situation en Zone C.

Traduction J.Ch. pour l'AURDIP

Le comité de l'Union Européenne qui traite des affaires du Moyen Orient recommande que les 28 Etats

membres de l'UE demandent à Israël de les rembourser pour la démolition de bâtiments et de projets d'infrastructures qu'ils ont aidés à financer dans la zone C de Cisjordanie, ont dit des diplomates européens et israéliens à Haaretz.

Le ministère des Affaires Etrangères s'est dit scandalisé par cette résolution et a porté plainte contre l'UE et plusieurs Etats membres.

Deux diplomates israéliens et deux diplomates européens ont dit que la résolution avait été approuvée deux semaines plus tôt lors d'une réunion du groupe de travail Mashrek/Magreb de l'UE, également connu sous le nom de comité MaMa. Ce comité est composé d'experts sur le Moyen Orient issus des 28 Etats membres. Les résolutions du comité ne sont pas contraignantes, mais peuvent être adoptées ensuite par le Comité Politique et de Sécurité de l'UE ou par son Conseil des Affaires Etrangères.

Les diplomates européens ont imputé cette résolution au manque de progrès dans les négociations entre Israël et l'UE sur la situation en zone C, dans laquelle Israël détient le contrôle à la fois militaire et civil. Les négociations concernaient, entre autres sujets, l'exigence européenne d'arrêter les démolitions de bâtiments palestiniens, dont Israël dit qu'ils ont été construits illégalement et dont beaucoup ont été construits grâce à un financement européen. Un certain nombre de pourparlers de ces mois derniers se sont clos sans résultats.

Selon les diplomates européens, l'arrêt des conversations a conduit certains Etats, plus critiques envers Israël, à lancer une procédure pour exiger d'Israël une compensation à la démolition des projets financés par l'Europe. Les diplomates européens ont dit que l'Allemagne s'était catégoriquement opposée à cette démarche et s'était arrangée pour édulcorer la résolution si bien qu'elle se limite à solliciter une compensation, disant que les Etats membres pourraient le faire si tel était leur choix. Le comité MaMa a également décidé d'intensifier et de durcir la tournure et la formulation des protestations et des condamnations de l'UE concernant la destruction des bâtiments financés par l'Europe en zone C.

Même s'il s'agissait d'une résolution non contraignante émise par un comité de moindre importance, le ministère israélien des Affaires Etrangères était furieux. Le chef du bureau diplomatique du ministère, Alon Ushpiz, et d'autres fonctionnaires responsables du ministère des Affaires Etrangères ont déclaré que cette décision constituait un renouvellement de démarches européennes contre Israël auxquelles il avait été prétendument mis fin lorsque la décision d'étiqueter les produits issus des colonies avait été prise.

Les diplomates européens ont fait remarquer que, pendant les discussions des deux dernières semaines, les ambassadeurs européens avaient souligné devant les fonctionnaires de Jérusalem qu'ils avaient mis en garde Israël et qu'ils lui avaient demandé de modifier sa politique de démolitions en Zone C, mais qu'Israël avait refusé. « Vous êtes les seuls à blâmer », a dit un ambassadeur européen aux fonctionnaires responsables du ministère des Affaires Etrangères.

En mai, Faaborg-Andersen a fait parvenir un message extrêmement dur à Israël à propos de la démolition des bâtiments palestiniens en Zone C, dont ceux financés par l'UE. Lors d'une réunion la semaine dernière avec le Coordinateur des Activités Gouvernementales dans les Territoires, le général de division Yoav Mordechai, Faaborg-Andersen avait lui aussi prévenu que les démolitions massives pouvaient mettre à mal les relations entre l'UE et Israël.

Depuis début 2016, il y a eu une augmentation significative dans les actions de l'administration civile contre ce qu'Israël appelle la construction palestinienne illégale en zone C, particulièrement celle financée par l'UE. Tandis que l'UE déclare que les constructions qu'elle finance en Zone C constituent une aide humanitaire pour les résidents palestiniens, Israël déclare qu'il s'agit d'une démarche politique dont le but est d'aider les Palestiniens à constituer des faits accomplis. La principale raison de l'augmentation du nombre de démolitions a été la pression politique exercée par l'association de droite Regavim, soutenue

par des députés de la Knesset dont Moti Yogev et Bezatet Smotrich de Habayit Hayehudi (Maison Juive).

Avec les représentants de Regavim, Smotrich et Yogev ont souvent débattu à ce sujet dans le sous-comité Judée et Samarie du comité des Affaires Etrangères et de la Défense de la Knesset. Ils ont exigé que Mordechai et le ministère des Affaires Etrangères combattent les activités européennes en zone C. La pression de la droite pour poursuivre la démolition de tels bâtiments s'est ensuite récemment intensifiée étant donné le projet de démolition de l'avant-poste illégal d'Amona et des bâtiments illégalement construits dans d'autres colonies de Cisjordanie.

Au parlement européen, une pression inverse est exercée sur la ministre ds Affaires Etrangères de l'UE, Federica Mogherini, par les députés européens qui exigent une action ferme contre Israël lorsqu'il démolit les projets construits par l'UE ou par des Etats membres. En plus de l'UE elle-même, plusieurs Etats européens participent directement à la construction de bâtiments ou d'infrastructures en zone C, dont plusieurs alliés principaux d'Israël tels que l'Allemagne, l'Italie, la Grande Bretagne, la France et la Pologne. Démolir ces bâtiments, ou même simplement émettre des ordres de démolition, provoque une tension dans les liens qui unissent Israël à ces pays. Des exigences de compensation par ces pays pourraient conduire à de sérieuses crises diplomatiques.

Lire aussi : [AURDIP](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Un-comite-de-l-UE-recommande-aux-Etats-de-demander-a-Israel-de-payer-pour-les>